

JOËLLE MILQUET

Un bulletin insaisissable

Ministre de l'Enseignement depuis juillet dernier, Joëlle Milquet a importé du fédéral sa méthode : la tactique du « chacun pour soi ». Et imposé son style : « C'est moi qui décide. » Quant à son bilan, il est difficile à établir. Eclairage.

Par **Soraya Ghall**

Joëlle Milquet est en quelque sorte le n°1 du gouvernement communautaire. Ses fonctions pèsent presque 90 % du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles. De fait, elle a hérité d'un portefeuille important mais fourre-tout (enseignement, bâtiments scolaires, petite enfance et culture). Le 8 décembre, la CDH franchira le cap des cent jours passés à la tête du ministère de l'Education. Généralement, les politiques n'aiment pas cette théorie des cent jours. « Laissez-moi arriver ! » a-t-elle ainsi plaidé lors de la rentrée scolaire, le 1^{er} septembre dernier. Il est sage de se rappeler qu'un mandat se juge à son terme et non à son commencement. Encore qu'il soit indispensable de ne pas rater ses débuts.

De fait, Joëlle Milquet s'implique corps et âme dans sa nouvelle tâche et soigne les enseignants. Ainsi, apparaissent déjà les grandes lignes de sa méthode, d'abord, et de son action, ensuite. Sa méthode : « J'arrive, je fais, je décide, surtout seule. » Elle ne délègue presque jamais, veut tout contrôler, tout décider. Et tant pis pour les autres. Pour l'instant, c'est surtout le budget qui l'a mobilisée. Le résultat n'est donc pas facile à saisir. Il ne se prête encore à aucun vrai bilan et ne permet aucun verdict définitif. D'autant que, après ce rodage, Joëlle Milquet va amorcer, dès janvier prochain, une phase plus active – et plus risquée – de son travail gouvernemental : la refon-

dition de l'école. Voici quatre clés, afin de mieux comprendre la période à venir.

L'IMAGE

Le lundi 1^{er} septembre, jour de la rentrée scolaire, a tourné au vinaigre. Ce matin-là, la nouvelle ministre de l'Education est prise en flagrant délit de mensonge. La veille, elle accordait une interview au *Soir* et tenait les propos suivants : « Charles Michel serait très heureux que Didier Reynders dégage (*NDLR : alors en lice pour le poste de commissaire européen*) », car « sinon, il reste président et laisse Reynders vice-Premier avec la pollution complète qu'il fait partout ». La ministre nie. L'après-midi même du 1^{er} septembre, au titre de preuve, le quotidien livre l'enregistrement de l'entretien entre Joëlle Milquet et les journalistes, qui prouvent la teneur de ses propos. Elle affirmera alors que l'entretien était une « pure conversation privée, hors interview ».

Dès les premières semaines de Joëlle Milquet à l'Education, le « noyau dur » de l'équipe Simonet-Schyns (ses prédécesseurs) s'en va. Lorsqu'un nouveau ministre s'installe, il est de tradition que le cabinet voie d'anciens collaborateurs démissionner. Mais les partants, eux, pointent le climat tendu au sein de son cabinet. Des restrictions budgétaires et une nouvelle culture de travail, calquée sur celle de Milquet au fédéral, expliqueraient l'exode. L'ambiance, elle, est décrite comme « méditerranéenne » – à l'image de la boss –, chaleureuse mais orageuse. A présent, le calme semble régner : plus aucune querelle ne s'échappe des murs, faisant dire aux méchantes langues que les collaborateurs auraient désormais reçu pour consigne la discrétion.

Enfin, le cerveau de Joëlle Milquet a deux hémisphères. L'un se situe place Surllet de Chokier, au siège de son ministère. L'autre occupe une tribune au CDH, où elle cogne contre le gouvernement fédéral, exhortant, par exemple, les francophones à reformer l'union sacrée. L'invitation a fait immédiatement les gros titres. Cette sortie publique était évidemment coordonnée avec son président. Mais le parler « trop combatif » de Joëlle Milquet a agacé son camp. Benoît Lutgen n'aurait, par exemple, pas apprécié qu'elle balance l'expression guerrière de « front ».

L'AUTORITÉ

Son poste, son parti « y tenait fort ». Et, elle, la première. Elle adore cette matière. Pour mieux convaincre, elle rouvre l'album familial : le métier d'enseignant, c'est celui de son père, de sa mère, de sa belle-sœur. Elle a aussi assuré qu'elle jouerait « avec plaisir » le professeur durant une semaine, même dans une école difficile. Sans cesse citée pour le job, elle était donc prête. D'autant que lorsque Joëlle Milquet était présidente du CDH, elle ne lâchait pas Marie-Dominique Simonet, au point d'être considérée comme la vraie ministre de l'Enseignement. Personne, donc, ne met en question ses qualités intellectuelles et la solidité de son expérience. Mais son caractère très affirmé inquiète ses collaborateurs et les syndicats enseignants. Elle souffrirait du complexe « J'arrive, je fais, je décide, surtout seule. » Ce qu'on lui pardonne sans doute le moins, c'est l'entêtement dont elle peut faire preuve.

Sa méthode, aussi, interpelle. Elle veut tout maîtriser et lorsqu'elle n'est pas pré-

sente, rien n'avance. Les intercabinets, auxquels participent ses collaborateurs, la satisfont rarement. On verrait ainsi ses directeurs de cabinet demander auprès de leurs collègues de nouvelles réunions, parce que la ministre n'aurait pas obtenu ce qu'elle souhaitait. En dehors du gouvernement, même constat. Du coup, les dossiers tardent.

Joëlle Milquet n'est donc pas de ceux dont la main tremble. A l'Enseignement, on attendait quelqu'un de ferme et endurant, bien capable de résister. Or, jusqu'ici, elle se révèle plutôt ronde. Dès son arrivée, elle a multiplié les propos louangeurs à l'égard des enseignants. Extraits : « Réussir l'école, c'est d'abord faire confiance aux professeurs. » Ou : « Le premier génie est dans la tête des enseignants, la première innovation est chez eux. » Ou encore : « Je veux rendre l'école aux enseignants. » Depuis des semaines, elle se démène aussi pour défendre leurs prépensions, allant même rencontrer le ministre des Pensions, au fédéral. Au grand bonheur des syndicats ? Ceux-ci se disent plutôt préoccupés. « On s'interroge sur sa réelle marge de négociation pour contester la réforme des pensions. Elle s'est probablement réduite, puisque la ministre ne dispose pas de relais au sein de gouvernement fédéral, déclare Eugène Ernst, de la CSC-Enseignement. On craint dès lors que son action débouche sur une querelle politique plutôt que sur des avancées. » « Quoi qu'il en découle, il n'empêche : l'âge auquel les enseignants vont prendre leur DPPR (NDLR : départ précédent la prépension) va bouger en fonction de l'évolution fédérale », ajoute Pascal Chardome, de la CGSP-Enseignement.

L'ACTION

Joëlle Milquet en est persuadée : elle est investie d'une mission, elle veut être celle qui aura sauvé l'école. Son grand chantier, ce sera le « Pacte pour un enseignement d'excellence », qui doit aboutir sur le vote d'un décret. Avec une certitude : « Ce pacte, on le fera avec les enseignants, en les valorisant. »

Tous les représentants de l'école – enseignants, parents d'élèves, chercheurs, pouvoirs organisateurs... – seront convoqués. Dans l'esprit de la ministre, il s'agit carrément de refonder l'école. Pour l'instant, rien de

concret dans ce pacte. On en connaît les idées générales, mais ses contours demeurent flous. Ainsi les acteurs de l'éducation interrogés par Le Vif/L'Express sont dans l'expectative : quelles seront les modalités de l'exercice (calendrier, thèmes abordés, objectifs...) ? Qui pilotera les travaux (les forces politiques, le cabinet, un organisme de consultance) ? « Elle écoute, elle prend acte, mais nous n'avons pas de clarté sur ses intentions », soulignent les syndicats enseignants.

Le budget 2015, dont Joëlle Milquet a d'ailleurs fait une présentation enthousiaste, semble avoir absorbé jusqu'ici toute l'énergie du cabinet. De fait, aucune mesure vraiment choquante n'apparaît. Or, cet été, il en était tout autrement. Joëlle Milquet avait annoncé une révision, voire même une suppression, des prépensions des enseignants. Depuis, tout a été gommé, la majorité fédérale annonçant opportunément un saut d'index et une réforme des prépensions. « Le plus important est dans ce qui n'a pas encore été abordé ou qui commence à émerger dans le budget 2015 », pointe Pascal Chardome. « Il ne faut pas se faire d'illusions, glisse un directeur d'un cabinet socialiste. Tous les projets qui coûtent de l'argent, ce ne sera pas pour maintenant. Il faudra attendre la fin de la législature, soit 2018-2019. »

LA COHABITATION

Comment Joëlle Milquet va-t-elle s'entendre avec le PS ? Sous la précédente législature, l'ambiance était électrique et le ménage à trois (PS, CDH, Ecolo), compliqué. C'était souvent deux contre un et vice versa. Dans son tête-à-tête, elle devra maintenir le bon équilibre.

En face, le ministre-président Rudy Demotte, à qui certains reprochent un manque de leadership, sera-t-il le patron de la majorité ? Après cinq mois d'exercice, l'atmosphère est-elle déjà plombée ?

Voici deux semaines, les établissements à encadrement différencié apprennent qu'ils seront amputés d'un subside complémentaire, de l'ordre de 13,9 millions d'euros. Cette

enveloppe sert à engager des profs, à payer du matériel ou des activités scolaires, pour lutter contre l'échec ou le décrochage scolaire, sans puiser dans le portefeuille des parents. Or, la majorité a décidé de recadrer ce subside, qui ne sera plus octroyé pour payer des sorties scolaires ou du matériel. Dès janvier 2015, il devrait servir en priorité à embaucher du personnel supplémentaire. Du côté des écoles, mais aussi des mandataires locaux (notamment PS), ça ne passe pas. Sous pression, la ministre de l'Enseignement s'en est expliquée : « Je rappelle tout d'abord que cette mesure a été décidée en juillet par les formateurs du gouvernement. J'en ai hérité ; je ne l'ai pas négociée. » Une réponse qui a officiellement ouvert le conflit entre les deux parties. Car qui croira que la ministre n'était pas été associée à l'élaboration de la majorité, ni qu'elle n'a pas négocié sa feuille de route. « Benoît Lutgen a dû apprécier. En tout cas, au CDH, ça complique le travail d'équipe », soupire un proche du président. Deuxième conséquence : elle lance un pavé dans le camp socialiste. « Je vais proposer plusieurs pistes au PS », avance-t-elle, dans un geste d'apaisement. Au parti socialiste, en privé, les propos sont en tout cas mordants. « Elle manque de courage !, fustige un collègue du gouvernement. Elle est ministre et membre de la majorité, elle ne peut pas être dedans et dehors. »

De fait, Joëlle Milquet avance seule sur ses dossiers. « Elle se sent tellement investie que plus rien ne compte, ni les autres, ni l'intérêt général du gouvernement », glisse un ancien collaborateur de l'Intérieur. Un acteur de premier plan confie : « On peut déjà se faire une idée en se penchant sur son expérience au fédéral. A ce niveau, c'est chacun pour soi. En revanche, au sein des exécutifs communautaire et régional, c'est la concertation et le consensus qui priment. Cela suppose donc que Joëlle Milquet sorte de cette tactique du chacun pour soi. » ● S.G.